

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968  
4<sup>e</sup> Circonscription - Département de la Seine - Saint - Denis

**NI GAULLISME NI COMMUNISME**

*vous refuserez un affrontement néfaste pour le pays*

**JEAN COVILLE**

CANDIDAT DU

**CENTRE DEMOCRATE**

POUR LE **P**ROGRÈS ET LA **D**ÉMOCRATIE **M**ODERNE

Suppléant : **Lucien DUFRENOY**



**Jean COVILLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Ancien Administrateur de la France d'Outre-Mer  
Ancien Chef de Service  
d'Assemblée Parlementaire  
Chef de Service d'Institut de Recherches  
Secrétaire Général pour la Région Parisienne  
du Centre Démocrate



**Lucien DUFRENOY**

Chef de bureau commercial  
Ancien Conseiller Municipal  
de Bobigny



## LA CRISE

Comme un coup de tonnerre, la vérité a éclaté : ce Régime plein de hauteur et d'assurance était fragile. Occupé à distribuer des blâmes aux autres Nations, il ne prêtait pas attention au désir de sécurité des Français, pas plus qu'à leur souci de justice.

D'où la surprise de beaucoup au spectacle de ce Pouvoir fort incapable de gouverner et faisant, dans l'affolement, concessions sur concessions pour tenter de reprendre le contrôle des événements.

Belle leçon offerte à la méditation des Français, qui vont avoir à se prononcer, librement et en conscience, sur leur avenir !

S'ils font confiance à la majorité actuelle, ils savent maintenant ce qui les attend : d'autres troubles se produiront inévitablement, car ce n'est pas après dix ans de pouvoir absolu que l'on peut dire au Pays que maintenant on l'écouterait et que l'on fera des réformes.

Ce n'est pas vrai.

## LES RESPONSABLES

Le refus d'entendre et de comprendre ce qui se passait dans les profondeurs du Pays, le refus d'écouter le Parlement transformé en chambre d'enregistrement, les syndicats qui depuis des années réclamaient la négociation, les étudiants ulcérés de leurs conditions de travail et inquiets de leur avenir, tout cela explique l'explosion de mécontentement qui s'est produite.

Le vrai responsable de cette explosion est le Pouvoir qui a refusé le dialogue, plus que les trublions qui ont exploité ce refus. Ces trublions existent, mais n'auraient jamais pu réussir dans leur entreprise si le climat n'avait été propice.

Que se passera-t-il si le Pouvoir actuel reste en place ? Il est aisé de le prévoir : la situation continuera à se dégrader et le prochain bénéficiaire en sera le parti communiste.

## LES REMEDES

Une seule voie de salut s'offre aux Français : faire confiance aux hommes de progrès qui dans l'ordre, la stabilité et le respect intransigeant de nos libertés, réclament depuis des années le changement fondamental de notre politique : **l'abandon d'une fausse grandeur qui nous ruine;**

une **vraie** démocratie, dans laquelle chacun soit écouté en citoyen respecté et non en sujet que l'on abreuve de vérités officielles par la radio-télévision d'Etat;

une **vraie** communauté européenne et non une addition d'Etats, soi-disant « souverains », défendant jalousement leurs intérêts;

de **vraies** réformes dans l'entreprise, qui permettent au personnel de participer effectivement à sa gestion et à ses résultats, au lieu d'être un simple outil que l'on emploie; dans une première étape, la présence du délégué syndical dans l'entreprise doit être pleinement reconnue;

de **vraies** réformes dans l'Université, qui permettent aux étudiants d'être effectivement associés à son fonctionnement et à son orientation. Les excès commis par certains jeunes, qui en entraînent d'autres en sens contraire, ne sauraient faire oublier la justesse de leurs revendications; l'Éducation Nationale est une œuvre primordiale et prioritaire dans tout Etat qui veut être, à juste titre, comme la France, à la pointe de la civilisation;

de **vraies** réformes économiques et sociales, qui favorisent l'expansion, réduisent les charges abusives des entreprises et répartissent équitablement les fruits du progrès.

La formidable grève dont la France est à peine sortie a montré la profondeur du malaise social, mais elle n'a rien réglé. Les hausses de prix entraînées par les hausses de salaires vont bientôt faire sentir leur effet et annuler les avantages accordés.

Il est étrange, pour ne pas dire scandaleux, qu'un même pourcentage d'augmentation ait été accordé à tous les salariés, depuis le manoeuvre-balai jusqu'au président-directeur général. Quelques voix se sont élevées pour dénoncer cet abus, mais elles n'ont pas été entendues et il est à prévoir que cette augmentation massive et généralisée de tous les salaires produira des effets désastreux, alors qu'une augmentation limitée aux petits salaires, ou une augmentation générale dégressive, auraient été à la fois conformes à la sagesse et à la justice.

L'inflation qui menace atteindra comme toujours, en premier lieu les plus faibles et tous ceux qui n'ont pu faire entendre leur voix dans cette crise : Vieillards, Retraités, Anciens Combattants, petits Commerçants et Artisans, etc...

Ainsi les Français sont-ils en mesure de juger. Ils savent ce qui les a menacés et ce qui les menace encore du fait de l'incapacité et des méthodes d'un Pouvoir sans partage et sans âme.

Leur destin est entre leurs mains.

Ou bien ils feront encore confiance à des hommes qui ne pourront empêcher de nouveaux désordres, lesquels amèneront inévitablement les communistes au pouvoir.

Ou bien ils feront confiance à ceux qui veulent changer cette politique et faire enfin les réformes qui détourneront les Français du communisme et préserveront les libertés si chèrement conquises par nos pères.

Ce n'est pas au moment où, après 20 ans d'oppression, la liberté commence à reflorir à Prague, que les Français accepteront qu'elle soit détruite à Paris.

Mais ils n'accepteront pas davantage que liberté signifie stagnation et refus de réformes pour le progrès.

C'est pourquoi vous ferez confiance à ceux qui défendent démocratie, justice et liberté sans compromission.

La relève de la majorité actuelle par une majorité nouvelle est possible : elle évitera la coupure mortelle de notre Pays en deux blocs hostiles et donnera à la France un gouvernement à sa véritable image, en restituant au Président de la République le rôle d'arbitre que le Peuple lui a confié.

*Pour y contribuer vous voterez*

**JEAN COVILLE**